



Dialoguesclimat2023

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

8 DÉCEMBRE ET 9 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 5 · COP28

JOURNÉE DE LA NATURE À LA COP28

Le 9 décembre 2023 a marqué la journée thématique dédiée à la Nature, à l'utilisation des terres et à la protection des océans lors de la COP28. La question de la Nature et du Vivant prend de plus en plus d'ampleur au sein des COP climat. Après des années de mobilisation intense de la société civile, les États prennent conscience de l'interconnexion des crises climatique et de la biodiversité. En plus d'être abordée dans de nombreuses conférences tenues dans divers pavillons, la question de la biodiversité commence à être intégrée aux négociations. Elle figure notamment dans l'article 6 sur la compensation carbone et est discutée lors des négociations portant sur l'adaptation.

Aussi, il est à noter que c'est la première fois qu'une référence à l'Accord Kunming-Montréal apparaît en option dans le texte du Bilan Mondial, une proposition portée notamment par le Canada. Les négociateur·rice·s canadien·ne·s semblent avoir pour mandat d'inscrire l'Accord Kunming-Montréal dans le texte du Bilan Mondial. Par ailleurs, plusieurs pays tels que l'Allemagne, la France, la Commission européenne, les États-Unis, et d'autres encore ont rejoint le Réseau des champions de la nature, en vue de promouvoir une mise en œuvre rapide des objectifs du Cadre mondial de la biodiversité. La Chine a également annoncé son adhésion à la High Ambition Coalition for Nature and People, rejoignant ainsi les 115 pays membres de cette coalition visant à renforcer l'ambition en matière de nature et de climat. Enfin, lors du Sommet de l'action locale pour le climat qui s'est tenu en début de COP, les instances infranationales et municipales, en tant qu'actrices de première ligne, ont largement discuté de biodiversité, notamment en ce qui concerne l'adaptation de leurs territoires aux changements climatiques.

Au niveau canadien, Steven Guilbeault a officiellement déclaré le 9 décembre 2023 l'engagement du gouvernement du Canada à élaborer, d'ici 2024, un projet de loi fédéral axé sur la responsabilité envers la nature. Ce projet de loi vise à instaurer un cadre de responsabilisation, garantissant ainsi que le gouvernement fédéral honore ses engagements envers la nature et la biodiversité, conformément aux principes énoncés dans le Cadre mondial de la biodiversité.

En ce qui concerne le Québec, son image persiste en tant qu'entité infranationale pionnière dans la préservation du vivant et la bataille contre les changements climatiques au sein de cette COP28. Malgré les affirmations répétées de M. Benoit Charette, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, sur les progrès réalisés et les engagements pris en matière de biodiversité (notamment le Fonds bleu et le financement substantiel de 114 millions pour les corridors écologiques), il demeure impératif de souligner la nécessité d'accroître l'ambition de la lutte contre la crise de la biodiversité, car il subsiste encore beaucoup à accomplir.



TWEET MARQUANTS

- [tweet de @can_africa](#): The official winner of today's #FossilOfTheDay is the EU! Attention EU! Did you miss the memo? #COP28 is the conference where the fossil fuel era ends, once and for all – and that transition must be fast, fair, feminist, forever, and FUNDED.
- [tweet d'@Andréanne Brazeau](#): C'est la journée de la nature à la #COP28! Le ministre @s_guilbeault souligne le premier anniversaire de l'Accord Montréal-Kunming et met de l'avant la nécessité de soutenir la conservation menée par les communautés autochtones.

LIENS UTILES

- [Derniers jours à la COP28 et dernières chances d'accords](#)
- [Lettre de +800 acteur·trice·s pour un accord permettant le respect des +1.5C](#)
- [Le ministre Guilbeault prononce la déclaration nationale du Canada à la COP28](#)



Dialoguesclimat2023

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION SUR LA COP28

JOURNÉE D'ACTION MONDIALE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

La Journée d'Action Mondiale pour la Justice Climatique a eu lieu le 9 décembre et a été l'occasion pour la société civile de se mobiliser malgré le cadre de réglementation très stricte imposé à la COP28. Le collectif COP28 a organisé une marche à l'intérieur de la zone bleue où des centaines de personnes ont défilé pour exiger une justice climatique et un phase out, soit une élimination complète, rapide et juste des énergies fossiles. La mobilisation avait aussi comme revendication la mise en place d'un cessez-le-feu immédiat en Palestine et a permis d'afficher une solidarité internationale pour le peuple Palestinien. À noter que depuis le début de la COP28, les pastèques sont devenues le symbole de la Palestine lors de ces actions pour accommoder les réglementations. Fait rare, certain·e·s participant·e·s ont même réclamé la libération des militant·e·s pro-démocratie emprisonnés dans le pays ainsi qu'en Égypte. Nombreux·ses ont déclaré qu'il ne peut y avoir de justice climatique sans droits humains, rappelant que les droits humains doivent être une préoccupation centrale d'événements comme la COP28.



9 décembre : Journée d'action climatique à la COP28 pour la justice climatique, la sortie des énergies fossiles et un cessez le feu. Crédits @Marie-Eve Leclerc

Cette journée s'est déroulée dans un contexte où les organisations de la société civile ont récemment exprimé des critiques envers les contraintes et les limites imposées à leur liberté d'expression, de contestation et de mobilisation lors de cette COP. Ces critiques portent notamment sur les changements quotidiens des règles et les décisions arbitraires qui entravent leur action et la pression qu'elles peuvent exercer sur les négociations.

LETTRE DE L'OPEP: VENT DE PANIQUE CHEZ CES PRODUCTEURS DE PÉTROLE

Le Guardian a révélé une lettre émanant du secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), adressée en urgence aux treize membres de l'OPEP et aux dix pays associés à l'organisation (OPEP+). La missive, datée du 6 décembre, exhorte ces pays à se solidariser et à "rejeter proactivement" tout accord visant les énergies fossiles. Elle souligne que la perspective d'une élimination progressive des énergies fossiles demeure un sujet de négociation et met en garde contre un point de basculement aux conséquences potentiellement irréversibles. Il est important de rappeler que les pays de l'OPEP, parmi lesquels figurent des acteurs majeurs tels que l'Arabie saoudite, le Nigeria, l'Iran et l'Irak, détiennent 80 % des réserves mondiales de pétrole et ont contribué à environ 40 % de la production mondiale de pétrole au cours de la dernière décennie. Il convient également de noter que les Émirats arabes unis, pays hôte de la COP28, font partie de l'OPEP, tandis que l'Azerbaïdjan, envisagé pour présider la COP29, appartient à l'OPEP+.

Plusieurs dirigeant·e·s internationaux et nombreuses organisations de la société civile ont réagi en condamnant fermement cette position. D'autres ont déclaré que cela illustre un sentiment de panique de la part des pays producteurs d'énergies fossiles. On peut donc analyser cet événement avec une lueur d'espoir et envisager qu'un engagement sur les énergies fossiles est proche et possible.